

# Retraite : passer de 62 à 65 ans, qu'est-ce que ça pourrait changer dans la vie des Français ?

C'est l'une des propositions phares d'Emmanuel Macron et de Valérie Pécresse. Mais quel impact passer de 62 à 65 ans aurait-il sur la société française ? On tente d'y voir plus clair.

## Ouest-France

**Maxime FETTWEIS.**

Publié le 26/03/2022 à 08h30

Modifié le 26/03/2022 à 16h26

C'est l'une des mesures les plus retentissantes du programme du président candidat Emmanuel Macron mais aussi de la candidate LR Valérie Pécresse : le passage de l'âge légal de la retraite à 65 ans. Ces candidats entendent retarder l'accès au système de retraite, actuellement fixé à 62 ans.

Si l'annonce de cette proposition a suscité de vives réactions parmi l'opinion publique, elle est principalement justifiée par des critères financiers. Un décalage de 62 à 64 ans améliorerait le solde des finances publiques de 0,9 % du PIB d'ici 10 ans, calcule la direction du Trésor. Soit un gain de 21 milliards d'euros.

Mais outre l'aspect économique, elle pose aussi certaines questions sociales. Alors quels seraient les gagnants et les perdants d'une telle réforme, qu'est-ce que travailler trois ans de plus impliquerait et quel impact cela aurait-il sur nos vies et notre société ? On fait le point.

## **L'espérance en bonne santé plus lente que les réformes**

C'est l'un des critères mentionnés lorsqu'il s'agit de justifier l'allongement des carrières en France : l'espérance de vie des Français et Françaises grimpe. Selon les chiffres de la DREES datant de 2020, un homme de 65 ans peut espérer vivre encore près de 19 ans en moyenne contre 23 ans pour une femme du même âge.

Ces estimations ont augmenté d'un an pour les deux sexes entre 2005 et 2020.

**Mais si l'on tient compte de l'espérance de vie en bonne santé, c'est-à-dire la période durant laquelle on peut espérer vivre sans complication physique majeure, elle est inférieure. Concrètement, les hommes de 65 ans peuvent espérer vivre en moyenne 10 ans et 7 mois sans incapacité physique notable. Pour les femmes, cette espérance de vie sans incapacité s'élève à 12 ans et un mois au même âge.**

L'espérance de vie en bonne santé était de 8 ans et 11 mois pour les hommes de 65 ans et 9 ans et 6 mois pour les femmes du même âge en 2010. Il s'agit de l'année où a été mis en œuvre le passage progressif de l'âge de la retraite à 62 ans.

En dix ans, cette espérance de vie en bonne santé n'a augmenté que d'un an et huit mois pour les hommes, et de deux ans et sept mois pour les femmes

Les trois années supplémentaires que dureraient les carrières des Françaises et Français qui atteindront l'âge légal de départ à la retraite fixée à 65 ans ne sont donc pas totalement compensées par des années en bonne santé.

## Plus d'un tiers des plus pauvres seront déjà morts

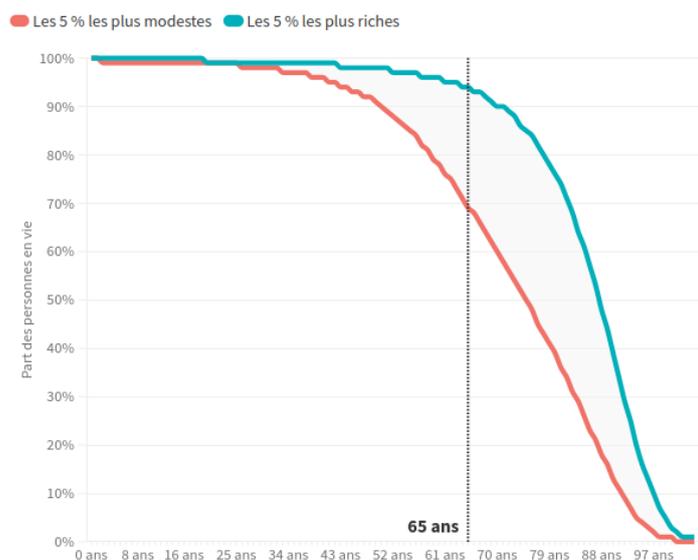
Selon les dernières données disponibles de l'Insee, à 62 ans, c'est-à-dire l'âge actuel de départ à la retraite, un quart des Français les plus pauvres financièrement sont déjà morts. Seuls 75 % d'entre eux ont survécu alors que parmi les plus riches, 95 % sont encore vivants. Si cet écart est obtenu en comparant les catégories les plus opposées de la population française, on constate que l'espérance de vie augmente proportionnellement aux revenus.

Concernant les femmes, 87 % des plus pauvres sont encore vivantes à l'âge actuel de la retraite contre 97 % pour les plus riches.

À 65 ans, le rapport tombe à 69 % des hommes les plus pauvres ayant survécu contre 94 % pour les plus riches. Le taux de survivants chute de 6 % en trois ans pour les plus pauvres contre seulement 1 % parmi les plus riches.

Pour les femmes, il s'établit à 84 % (-3 %) contre 96 % (-1 %) :

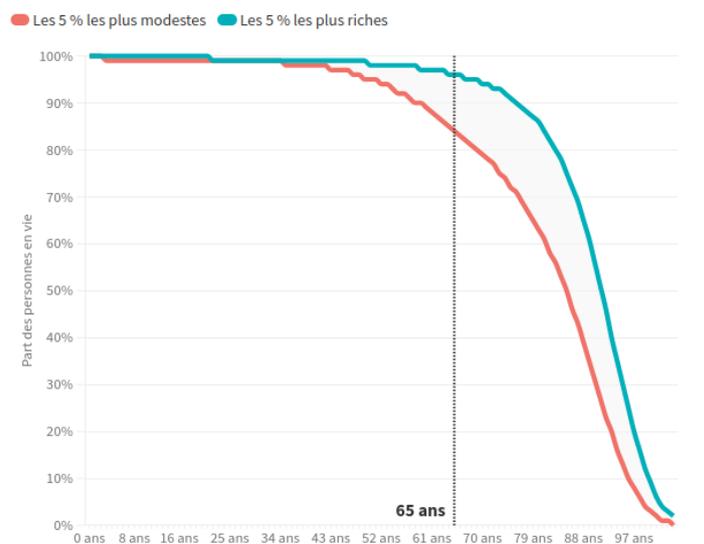
### Espérance de vie des hommes



Source : Insee • Données 2018

ouest france  
A Flourish chart

### Espérance de vie des femmes



Source : Insee • Données 2018

ouest france  
A Flourish chart

La mortalité est donc plus importante entre 62 et 65 ans dans les classes les plus populaires de la société.

Plusieurs facteurs expliquent que les Français et Françaises les moins aisés meurent en moyenne plus jeunes que ceux qui ont les revenus les plus importants. D'abord, il y a les risques de cancer accrus par la consommation de tabac et d'alcool plus intense parmi les couches les plus populaires de la société.

Les personnes les moins aisées ont moins facilement accès à une alimentation de qualité, fortement liée aux revenus et aux connaissances, tandis que parfois l'accès aux soins leur est plus difficile. « Cela

**engendre des différences dans le dépistage et la prise en charge de certaines pathologies** », explique Maria Melchior, épidémiologiste et directrice de recherche à l'Inserm.

Enfin, le milieu professionnel peut souvent être un facteur aggravant. Les personnes travaillant dans des conditions difficiles encourent en général des « **expositions chimiques, physiques liés à des emplois manuels, des troubles musculosquelettiques voire de véritables handicaps** », précise la chercheuse.

C'est en partie pour compenser ces inégalités d'espérance de vie que François Hollande, en réformant les retraites en 2014, a créé un compte de pénibilité. Cela permet aux salariés exposés à différents facteurs de risque de bénéficier d'un allègement du temps de travail ou d'un départ plus précoce à la retraite.

Emmanuel Macron a, de son côté, décidé fin 2017 de supprimer quatre des dix critères de pénibilité. C'est le cas de la manutention de charges lourdes et l'exposition aux agents chimiques dangereux. Lors de la présentation de son programme, il a indiqué ne pas vouloir « **recréer, avec la notion de pénibilité, des régimes spéciaux** ».

## **Un chômage accru chez les seniors si rien n'est fait**

**Près d'un Français âgé entre 55 et 64 ans sur deux est sans emploi (46,2 %)**, ressort-il d'un rapport du ministère du travail sur le taux d'emploi en 2020. La moyenne européenne d'emploi des seniors est de 59,6 %. La France se classe donc parmi les six moins bons pays en termes d'emploi des travailleurs les plus âgés.

**Et le constat est encore plus accablant lorsqu'on resserre le champ aux 60-64 ans pour lesquels le taux d'emploi français est dans le top 3 des pires élèves européens. Seul un tiers (33,1 %) des Françaises et Français dans cette classe d'âge sont encore au travail.** Un taux faible qui s'explique notamment par l'âge légal de la pension à 62 ans qui justifie les arrêts de travail avant 64 ans. Mais ce n'est pas la seule explication.

**« Il existe encore aujourd'hui beaucoup de métiers pénibles qui mettent les travailleurs dans des situations où ils ne peuvent plus travailler passé un certain âge »**, explique Loïc Trabut, chercheur à l'Institut national des études démographiques (Ined). Cette situation était majoritairement celle des ouvriers de l'époque mais s'impose aussi désormais à de nombreux employés qui sont devenus « **des boulots peu stables où le risque augmente** ».

Gilles de Labarre, président de l'association Solidarités Nouvelles face au Chômage, dresse le même constat : « **Dans de nombreuses branches professionnelles, on constate une augmentation du nombre de personnes que nous accompagnons qui ont des problèmes de santé physiques ou des pathologies psychologiques.** »

Selon lui, les politiques publiques ont trop longtemps mis de côté les travailleurs les plus âgés laissés sans emploi. Et l'allongement du temps de carrière ne devrait pas régler le problème car si la situation reste telle qu'elle est actuellement, les sexagénaires en mal d'emploi pourraient être laissés au chômage avant de basculer comme bénéficiaires d'autres allocations.

Cet enchaînement de circonstances, s'il est difficile à encaisser pour un chercheur d'emploi, aura aussi un impact sur le montant de la retraite des personnes concernées car le montant de cotisation des chômeurs est inférieur à celui des travailleurs tandis que celui des allocataires du RSA est nul. Gilles de Labarre évoque une « **mécanique infernale où ce sont les plus fragiles qui vont trinquer** ». Loïc Trabut parle, lui, d'une « **double peine où les personnes les moins aisées auront accès à une retraite moins élevée et plus tardive** ».

Solidarités Nouvelles face au Chômage plaide pour des politiques publiques plus inclusives et plus uniquement tournées vers les jeunes. « **L'apprentissage, "1jeune1solution", ce sont des politiques pensées et budgétées qui sont très bien. À côté de cela, il y a d'autres politiques génériques mais aucunes dédiées spécifiquement aux seniors sans emploi** », déplore encore son président qui estime qu'il s'agit d'un « **impensé des politiques** » qui sera encore aggravé en cas de recul de l'âge de la retraite.

## **Un impact global sur la société**

Outre l'impact direct sur les retraités, c'est toute la société qui pourrait être touchée par le recul du départ à la retraite dont les contours sont tracés par plusieurs candidats à la présidentielle. « **Aujourd'hui, les personnes qui seront touchées par la retraite à 65 ans sont dans des situations pivots où ils ont à charge à la fois leurs parents dépendants, leurs enfants et parfois même leurs petits-enfants** », explique Loïc Trabut.

Selon le chercheur, leur retarder l'âge à la retraite mais aussi les revenus dont ils bénéficieront leur permettra moins d'être un soutien moral et financier pour leurs proches et leur famille. Car l'autonomisation de plus en plus tardive des enfants mais aussi l'allongement de la durée de vie qui mène de plus en plus à la dépendance rendent le rôle des jeunes retraités de demain plus crucial encore.

« **Ils sont aussi une ressource en termes de mode de garde pour les petits-enfants et sont les plus impliqués dans les associations à but non-lucratifs** », pointe-t-il.

D'autant que le rôle des proches est devenu un facteur extrêmement important ces dernières années et souligné par la crise du Covid. Le recul de l'âge légal de la retraite rendrait donc plus complexe le rôle que jouent les parents et grands-parents en termes de soutien moral, car leur disponibilité serait plus tardive, ajoute Maria Melchior.